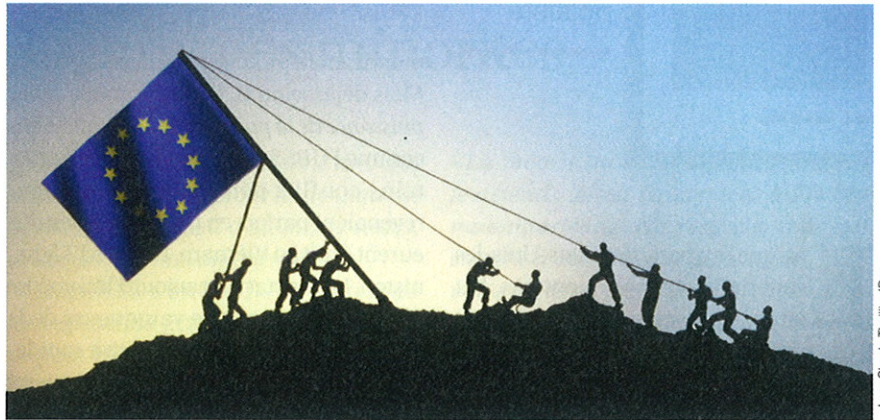


Zaki Laïdi  
politiste

3<sup>e</sup> éd., Presses de Sciences Po, 2013.

## La Norme sans la force L'énigme de la puissance européenne



Jean-Claude Thuillier/Rea

L'Europe garde de l'influence sur le monde. Malgré le poids des États-Unis ou de la Chine, elle pèse sur des enjeux globaux : environnement, commerce mondial, agriculture... Tel est le constat liminaire de Zaki Laïdi, qui s'en empare telle une énigme à déchiffrer. Le politiste rappelle qu'historiquement la philosophie du projet européen repose sur le *soft power*, pour reprendre la terminologie de Joseph Nye, par opposition au *hard power*. Plutôt que d'imposer ses vues, l'Europe privilégie une logique d'interdépendance durable. Par exemple, « *les Européens ne se voient pas comme garants ultimes de leur sécurité* », remarque Z. Laïdi. D'où la préférence de Bruxelles pour la norme de droit et l'établissement de garanties juridiques au niveau mondial. Cette capacité à mettre en place un dispositif de

normes capables d'organiser le monde est à la source de la puissance européenne. L'auteur montre comment deux logiques s'affrontent aujourd'hui : un système de gouvernance mondiale d'un côté, une certaine *Realpolitik* de l'autre. Avec au cœur du débat, la question de la souveraineté. Les Européens ont construit un système basé sur la souveraineté partagée, concept que refusent les États-Unis. Le politiste Jeremy Rabkin critique par exemple l'institution des normes environnementales européennes en arguant du

fait que les États « verts » ont entraîné les autres, sous l'influence jugée excessive des ONG environnementalistes. Pour Z. Laïdi, les mécanismes de gouvernance mis en place par l'Europe sont préférables au souverainisme, mais il faut veiller à ce que ces bonnes intentions ne débouchent pas sur un despotisme bienveillant. L'Europe, conclut-il, doit affirmer sa préférence pour la norme, tout en évitant la constitutionnalisation de l'ordre mondial qui priverait le politique de la moindre initiative. ■

BENOÎT RICHARD

### LES ÉTATS-UNIS À L'ÂGE DU SMART POWER

La notion de *smart power* – la « puissance intelligente » – s'est imposée depuis quelques années aux États-Unis. Elle se présente comme une combinaison des deux grandes doctrines en concurrence depuis la guerre froide. D'un côté, le *hard power*, la puissance « brute » de la contrainte et de la coercition militaire. De l'autre côté, le *soft power*, l'art de la persuasion et de la séduction. L'expression

*smart power* est utilisée pour la première fois en 2004 par **Suzanne Nossel** dans *Foreign Policy*, revue de référence sur les questions internationales. Cette année-là, l'invasion de l'Irak est en train de devenir une guerre chaotique et coûteuse. L'Amérique commence à douter du *hard power* défendu par l'administration Bush. En dégradant le prestige des États-Unis sur la scène internationale, le borbier irakien

marque aussi le déclin du *soft power* : lorsqu'un produit est mauvais, il devient difficile à exporter... Le *smart power* se présente alors comme « *une nouvelle approche des affaires du monde* » (Hillary Clinton, 2009). Dans un pays gagné par la « *fatigue de la guerre* », la nouvelle secrétaire d'État de l'administration Obama explique ainsi : « *Nous devons avoir recours au smart power, c'est-à-dire à l'ensemble des*

*outils à notre disposition : diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux et culturels. Il faut choisir le bon outil, ou la bonne combinaison d'outils, la mieux adaptée à chaque situation.* » Tout cela est exposé en détail dans l'ouvrage de **Richard L. Armitage** et **Joseph Nye**, *A Smarter, More Secure America: A report of the CSIS Commission on smart power* (2006).

HÉLOÏSE LHÉRÉTÉ